



ECONOMIE ET FEDERALISME

Gonzales d'ALCANTARA et Henri TULKENS

Discussion Paper n° 9305

IRES

Institut de Recherches
Economiques et Sociales

Département des Sciences Economiques
Université Catholique de Louvain
3, Place Montesquieu, 1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)



ECONOMIE ET FEDERALISME

Gonzales d'ALCANTARA et Henri TULKENS

Discussion Paper n° 9305

Département des Sciences Economiques
Université Catholique de Louvain
3, Place Montesquieu, 1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)

D/1993/3082/05

Economie et Fédéralisme

Gonzales d'Alcantara

Universitaire Faculteiten
St. Ignatius, Antwerpen

et

Henry Tulkens¹

Université Catholique de Louvain et
Facultés Universitaires Saint-Louis, Bruxelles

Février 1993

Document de travail constituant un chapitre économique destiné au
Manuel du Fédéralisme,
projet de publication du
Centre Interuniversitaire d'Etude du Fédéralisme, Bruxelles

Résumé

On présente ici le point de vue de la science économique contemporaine sur l'alternative "structure fédérale ou "structure unitaire" en matière d'organisation de l'Etat. Partant des objectifs économiques assignés à celui-ci, on examine comment ses fonctions allocatives, redistributives, macroéconomiques et monétaires sont susceptibles d'être exercées sous l'une et l'autre structure, et avec quels instruments. En conclusion, on s'inspire de la théorie des jeux pour présenter le fédéralisme, dans une perspective dynamique, comme la seule forme d'institution permettant, au-delà de l'épanouissement autonome des composantes fédérées, deux types distincts et complémentaires de coopération entre celles-ci — pour autant qu'elles aient choisi de former ensemble un pays: la coopération *volontaire* et la coopération *intégrée*.

Plan

Introduction.....	2
I. L'économie et les formes de l'Etat	2
II. La fonction allocative.....	5
III. La fonction redistributive.....	11
IV. Les finances publiques du fédéralisme	18
V. La fonction monétaire	25
VI. Le fédéralisme comme formes de coopération, entre l'unitarisme et l'indépendance.....	28
Références bibliographiques.....	33

¹ Le travail du deuxième auteur sur ce chapitre a été rendu possible par l'appui du Collège Interuniversitaire d'études doctorales dans les sciences du Management (CIM), Bruxelles, dans le cadre d'un congé sabbatique. Une première version datée de novembre 1992 a été diffusée dans les *Cahiers du CEREC* (n°9203) des Facultés Universitaires Saint-Louis.

Introduction

L'objet de ce chapitre est de présenter le point de vue de la science économique contemporaine² sur l'alternative "structure fédérale" ou. "structure unitaire" en matière d'organisation de l'Etat. Ce point de vue n'est pas celui d'un plaidoyer en faveur de l'une ou l'autre des deux thèses. Il est plutôt analytique, dans la mesure où il vise à identifier laquelle de ces deux structures alternatives se trouve être le mieux en conformité avec la nature des comportements économiques et les finalités qui les inspirent.

I. L'économie et les formes de l'Etat

La caractéristique première de la forme fédérale d'organisation d'un Etat est la *multiplicité, hiérarchisée, des niveaux de décision autonomes* au sein de celui-ci. Quelle est la portée, en matière économique, d'une telle structure étatique ?

Observons dès l'abord que l'on peut distinguer deux aspects dans la question ainsi posée: d'une part, celui des relations entre la structure de l'Etat et le fonctionnement de l'économie dans son ensemble, y compris son secteur privé; et d'autre part celui de l'organisation économique de l'Etat lui-même lorsqu'il adopte une structure fédérale. Toutes les économies ont en effet un caractère "mixte": elles comportent un secteur privé et un secteur public qui concourent l'un et l'autre, avec plus ou moins d'importance – et de succès – au processus d'allocation des ressources à la satisfaction des besoins individuels et collectifs.

L'examen de l'impact économique d'une structure fédérale, plutôt qu'unitaire, doit donc se concevoir en termes du rôle que joue l'Etat dans une économie mixte. Dans le cadre de pensée fourni par l'analyse économique contemporaine, qui est assez largement reçu, ce rôle est

² Et plus spécifiquement de cette branche particulière de la science des finances publiques qu'on appelle la *théorie économique du fédéralisme* ("fiscal federalism"). Un des pionniers de celle-ci est incontestablement OATES 1972.

généralement décrit en distinguant trois niveaux: celui des objectifs, celui des fonctions, et celui des instruments.

(i) *Objectifs*. Dans un contexte démocratique – qui est le seul que nous retiendrons ici – l'expression d'"objectifs de l'Etat" est, à proprement parler, un abus de langage dans la mesure où il s'agit fondamentalement des objectifs *des citoyens*, ceux-ci n'en confiant que la réalisation aux institutions publiques qu'ils établissent. Cette précaution étant prise, la liste des objectifs classiquement retenus³ en économie comporte d'une part des objectifs de nature qualitative: efficacité dans l'allocation des ressources aux diverses activités, et équité dans la répartition des fruits de cette activité entre les agents économiques; et d'autre part des objectifs de nature quantitative: plein emploi des ressources, croissance, stabilité des prix et de la valeur de la monnaie, équilibre extérieur. Au plan méthodologique, les premiers sont surtout de type microéconomique tandis que les seconds sont plutôt de type macroéconomique, sans pour autant que cette classification doive être prise pour absolue: il y a bien des aspects microéconomiques aux seconds, et les premiers peuvent comporter des implications macroéconomiques importantes. Remarquons aussi qu'il s'agit d'objectifs qui sont ceux *de l'économie dans son ensemble*, et non du seul secteur public considéré isolément. Précisons enfin que par "les citoyens" ou l'"économie" on entend ici une collectivité humaine définie par référence au territoire de la fédération qu'elle constitue⁴.

(ii) *Fonctions*. En vue de concourir à la réalisation des objectifs qu'on vient d'esquisser, l'Etat est investi d'un certain nombre de fonctions, que l'analyse économique regroupe classiquement⁵ sous les expressions de "fonction allocative", "fonction redistributive", et "fonction macroéconomique et monétaire". La première regroupe l'ensemble des activités du secteur public qui visent à réaliser l'objectif d'efficacité; la deuxième regroupe celles qui

³ Voir par exemple STIGLITZ 1986, chapitre 4, ou JACQUEMIN et TULKENS 1986, chapitre 14.

⁴ A l'intérieur du pays, les composantes de la fédération ne doivent toutefois pas nécessairement se référer à un territoire: on constate parfois (cas du Liban ou de Chypre, mais aussi des Communautés en Belgique) qu'un lien entre personnes tel qu'une communauté de langue, ou de religion ou de race est utilisé pour définir les composantes.

⁵ selon la terminologie proposée par Musgrave 1959.

correspondent à l'objectif d'équité, tandis que la troisième concerne l'ensemble de celles qui portent sur les objectifs macroéconomiques ainsi que sur la valeur de la monnaie⁶.

(iii) *Instruments*. Enfin, l'exercice effectif des fonctions qui viennent d'être évoquées se fait par l'intermédiaire d'instruments très nombreux et divers. En ce qui concerne l'Etat au sens strict, ces instruments sont tous ceux des politiques budgétaires et fiscales, dont la synthèse est offerte annuellement par le budget: d'un côté les dépenses, telles qu'elles sont suscitées par l'activité de toutes les unités qui composent le secteur public (administrations, entreprises et services publics de tous types) ainsi que par les transferts; de l'autre côté les recettes en tous genres: fiscales, non fiscales et d'emprunt. En ce qui concerne l'institution monétaire, les instruments sont ceux de sa politique de création de monnaie, ainsi que d'offre et d'encadrement du crédit, dont la synthèse apparaît notamment dans la situation de la Banque centrale.

* * *

Par rapport au thème de ce chapitre, observons à ce stade préliminaire que les *objectifs* cités en (i) n'ont intrinsèquement rien de fédéral ou unitaire; ils sont en effet définis en termes de ce qui constitue le bien-être économique des membres de la Société, indépendamment des formes institutionnelles que celle-ci se donne, — indépendamment même de l'existence de l'Etat. En revanche, c'est lorsque l'on considère *l'exercice des fonctions* étatiques que cette distinction prend son sens, car alors se pose la question de savoir à quel(s) niveau(x) de la hiérarchie des pouvoirs il vaut mieux que soient dévolues chacune de ces fonctions. La réponse donnée à cette question détermine ensuite, ou explique, quels instruments sont utilisés ou doivent l'être dans telle ou telle structure.

Selon la perspective que l'on vient d'esquisser, qui est rappelons-le celle de la science économique contemporaine, il apparaît donc que *le fédéralisme n'est pas conçu comme un objectif en soi* : le point de vue

⁶ Cette troisième fonction est appelée "stabilisatrice" par Musgrave.

adopté consiste plutôt à le considérer comme un moyen, à propos duquel la discipline examine la mesure dans laquelle il permet d'atteindre, mieux ou moins bien que d'autres modes concevables d'organisation de l'Etat, les objectifs de la société, et en particulier ses objectifs économiques tels qu'on les a énoncés.

Posée dans ces termes, l'analyse économique du fédéralisme que nous présentons se veut donc très générale. Ceci devrait permettre que les réponses qu'elle apporte le soient aussi, et puissent s'appliquer aussi bien à un fédéralisme supranational – par exemple européen – qu'à un fédéralisme national, existant ou en devenir.

II. La fonction allocative

En matière d'efficacité dans l'utilisation des ressources et dans la fourniture des divers biens et services – objectif principal de la fonction allocative, la grande vertu des économies mixtes est de partager la tâche entre le secteur privé et le secteur public. Les mécanismes de marché du secteur privé ayant la propriété remarquable, aujourd'hui bien établie par la théorie et reconnue par des faits probants⁷, de réaliser spontanément l'efficacité (du moins sous certaines conditions et sous réserve de diverses exceptions), le rôle du secteur économique public est à concevoir comme essentiellement complémentaire à celui du secteur privé, et ce à un double titre: d'une part pour faciliter et organiser le fonctionnement des marchés, et d'autre part pour en pallier les carences lorsque ceux-ci sont défaillants, notamment par la production publique directe de divers biens et services.

Quelles alternatives offre à cet égard une structure étatique fédérale par rapport à une structure unitaire?

⁷ La reconversion récente de la plupart des économies planifiées vers le système de marché n'étant pas le moindre de ces faits!

(1) Promotion et réglementation de la concurrence sur les marchés

Comme la vertu d'efficacité des mécanismes de marché dépend fortement du degré de concurrence régnant entre offreurs et demandeurs — le nombre de ceux-ci de part et d'autre du marché étant un facteur déterminant, et la libre formation des prix pour tous les biens économiques en étant un autre — toute limitation à la libre circulation des produits et services, à celle des personnes — en particulier les travailleurs — ainsi qu'à celle des capitaux à travers tout l'espace économique est le plus souvent considérée comme allant à l'encontre de l'objectif d'efficacité. Il en va de même des interventions qui limiteraient la liberté des agents économiques dans la formation des prix.

Idéalement, la réglementation publique dans ce domaine doit donc se limiter à une politique d'organisation, de maintien et de promotion de la concurrence — sans exclure parfois évidemment certains infléchissements de celle-ci dans un sens ou dans un autre lorsque les circonstances l'exigent.

Dans un Etat fédéral, l'espace économique à considérer de ce point de vue est celui de l'union économique et monétaire constituée par la fédération. La logique de fonctionnement du système que l'on vient de rappeler implique donc que toutes frontières ou limitations aux échanges soient repoussées aux limites territoriales de la fédération et qu'il n'en soit pas instauré à l'intérieur de celle-ci.

Notons que la liberté de formation des prix ainsi recommandée n'implique pas pour autant la nécessité de leur uniformisation: c'est en effet lorsqu'ils reflètent bien les conditions locales de demande, d'offre et de coûts de transport que les prix remplissent leur rôle de signaux indicateurs des raretés relatives et permettent l'allocation des ressources la plus efficace. La structure fédérale n'empêchant pas que ces conditions puissent varier entre les composantes, l'uniformisation des prix n'est donc ni nécessaire ni souhaitable.

En conclusion, la nature fédérale des liens qui unissent les composantes d'un Etat n'implique en fait rien de particulier en matière de

politique de concurrence, tant à l'intérieur de ces composantes qu'entre celles-ci. En faussant le jeu de la concurrence souhaitable, l'introduction de barrières aux échanges ne créerait que des distorsions d'efficacité, et ne saurait donc être dans l'intérêt de la fédération, pas plus qu'elle n'est dans celui d'un Etat unitaire.

(2) *Aides publiques au secteur privé*

Face aux défaillances des marchés – qui sont non seulement possibles, mais aussi nombreuses et fréquentes, tous les Etats du monde cherchent à intervenir: soit indirectement, en subventionnant les agents économiques privés dans les secteurs qu'ils estiment devoir promouvoir, soit directement, en produisant eux-mêmes là où ils le jugent préférable.

Dans l'esprit de ce qui vient d'être exposé, les aides publiques au secteur privé - aides directes et indirectes (parmi lesquelles, notamment, les stimulants fiscaux) – ont mauvaise réputation dans l'analyse économique: ceci essentiellement en raison des vertus que l'on reconnaît à la concurrence lorsqu'elle se fait sans distorsions. Ici comme plus haut, une structure fédérale de l'Etat ne change pas la nature de l'argument.

Toutefois, la réalité omniprésente des subventions est un fait, que les Etats soient fédéraux ou pas; et leurs mérites, quoique rares, ne sont pas toujours inexistant⁸. Cela étant reconnu, on peut constater qu'une structure fédérale offre, par rapport à une structure unitaire, au moins un avantage supplémentaire aux candidats aux subventions: ils disposent en effet d'un niveau de plus auquel s'adresser⁹! Un avantage sans doute plus important, et surtout de nature plus générale est que, sous la réserve d'un régime de responsabilité financière des entités fédérées¹⁰, des subventions

⁸ En Belgique par exemple, l'entreprise sidérurgique wallonne Cockerill-Sambre, d'importance majeure dans la région liégeoise, aurait probablement disparu en 1984 sans ces aides. Elle est aujourd'hui florissante. La protection temporaire d'industries naissantes est un autre argument souvent valable pour tolérer les subventions qu'on leur accorde.

⁹ Ce qui fut peut-être précisément la chance de l'entreprise citée dans l'exemple-note 7 précédent!

¹⁰ Sur ce point, voir la Section IV ci-dessous, consacrée aux "finances publiques du fédéralisme".

décentralisées obligent les entités qui les offrent à en subir elles-mêmes le coût (aussi bien que les aléas quant à leur succès) plutôt que de faire supporter en partie ce coût, via les instances nationales, par des composantes qui peut-être n'en veulent pas. C'est là d'ailleurs pourquoi les subventions, lorsqu'elles sont concentrées au niveau national, suscitent si souvent le besoin de compensations au bénéfice des autres régions, comme on ne le sait que trop bien en Belgique¹¹.

Mutatis mutandis, des considérations de ce type s'appliquent aussi aux marchés publics qui, sous régime unitaire, ou bien suscitent des accusations de favoritisme régionaliste, ou bien entraînent des mesures égalisatrices souvent proches du gaspillage.

(3) Production publique de biens et services

Parmi les biens et services que fournit directement le secteur public — activité qui constitue la forme la plus visible sinon la plus importante de son rôle au titre de la fonction allocative — on trouve d'une part des biens économiques ordinaires, et d'autre part les biens dits "collectifs"¹², parfois appelés aussi "non marchands". Pour les uns comme pour les autres le caractère souhaitable d'une structure de production et de fourniture centralisée (au niveau de la fédération) ou décentralisée (au niveau des composantes) dépend de la prise en considération de deux facteurs principaux, qui ont des effets opposés: d'une part, le degré de diversité de la demande et des besoins de la population pour ces divers biens et services, d'autre part les caractéristiques de l'offre de ceux-ci, et tout spécialement les rendements d'échelle dans leur production.

¹¹ Si la bipolarité de la situation belge a sans doute exacerbé le phénomène dans ce pays, on le retrouve cependant aussi dans les structures multipolaires lorsqu'est invoquée ce que l'on a appelé la "loi du juste retour" dans ce que distribue l'autorité centrale.

¹² On désigne par cette expression toute une catégorie de biens et/ou services qui, du fait de leurs caractéristiques techniques dites de "non excluabilité et non rivalité", ne peuvent être vendus à un prix et ne peuvent dès lors être fournis par des entreprises privées via les marchés puisqu'ils ne génèrent pas de recettes. D'où l'expression de biens "non marchands". Sauf rares exceptions, ces biens sont toujours fournis par l'Etat, même dans les économies les plus libérales.

Lorsqu'il apparaît — ce qui n'est pas toujours le cas — le phénomène des rendements d'échelle *croissants* plaide en faveur d'une production centralisée: comme il implique en effet des coûts unitaires d'autant plus faibles que l'ampleur de la fourniture est importante, les prix de vente (s'il s'agit de biens ou services tarifés à leur coût) ou plus directement la répartition de la charge du coût total entre les membres de la fédération seront plus avantageux que sous une organisation morcelée. Au contraire, pour les catégories de biens ou services dont la fourniture se fait à rendements d'échelle constants ou décroissants, une organisation décentralisée permet des coûts moindres et est donc préférable.

En revanche, la prise en compte de la diversité de la demande et des besoins plaide plutôt en faveur de la décentralisation. L'analyse économique rejoint ici en effet le principe de subsidiarité avec des arguments du type suivant. (1°) Beaucoup de biens collectifs, à fournir par le secteur public, sont par nature "locaux" en ce sens qu'ils ne concernent pas tous les citoyens de la même manière, soit parce qu'ils ne portent que sur une aire géographique limitée (la pollution de l'air d'une ville, lorsqu'elle est due exclusivement à des sources locales), soit parce que leur qualité se détériore lorsqu'ils sont fournis sur une zone ou à une population trop étendue (des services de pompiers, ou de police, trop centralisés n'arrivant plus à atteindre à temps les lieux sinistrés, ou à connaître avec assez de détail les caractéristiques des sites à protéger pour y avoir une action préventive appropriée). Une taille optimale est alors à déterminer pour chacun d'eux. (2°) Les préférences des citoyens pour ces biens collectifs locaux ne sont pas toujours identiques: certaines sous-collectivités peuvent préférer davantage d'espaces verts et d'autres davantage d'équipements de transport ou culturels. Une fourniture centralisée étant moins à même de repérer ces différences, elle tend souvent à l'uniformisation et a par là-même toutes chances de respecter moins bien la diversité des préférences des citoyens-consommateurs, tant en ce qui concerne les quantités à fournir que les qualités à assurer.

Notons ici que les différences invoquées ne se limitent pas seulement à des aspects géographiques ou territoriaux: elles peuvent avoir un aspect

communautaire, c'est-à-dire lié aux personnes, quelle que soit leur localisation¹³.

Considérant seulement l'aspect préférences, il conviendrait donc d'assigner à chaque bien collectif une autorité, ou un ensemble d'autorités locales, correspondant dans chaque cas à la dimension optimale requise. C'est ce qu'un auteur canadien (BRETON 1965) a appelé la théorie économique de la constitution optimale¹⁴.

Pour être convaincante, cette théorie doit toutefois incorporer l'argument relatif aux coûts et rendements d'échelle. La combinaison des deux catégories d'arguments conduit alors à un principe simple d'organisation harmonieuse de la production publique dans un Etat fédéral, en vertu duquel les unités décentralisées optimales sont celles dont la taille est telle que les gains d'échelle d'une taille différente ne sont pas compensés par des gains ou pertes que ce changement entraînerait en termes d'adéquation aux préférences des citoyens.

Notons pour conclure deux points importants: en ce qui concerne les biens privés éventuellement fournis par le secteur public, leur nature n'offre pas de raison de plaider pour une fourniture centralisée ou décentralisée. C'est uniquement leur coût, et les aspects rendements d'échelle qui jouent un rôle ici.

D'autre part, intervient en plus à ce stade une forme particulière de biens, ceux appelés "tutélaires" (merit goods): le pouvoir central peut soit les offrir lui-même, soit préférer les voir offrir par les pouvoirs subordonnés,

¹³ La communautarisation de l'enseignement, intervenue en Belgique en 1988, trouve ici une justification: elle organise en effet la fourniture de ce service dans chaque groupe linguistique sous l'autorité d'une instance qui correspond désormais directement aux individus concernés – alors que le statut unitaire national qui prévalait antérieurement non seulement permettait mais forçait chacun de ces groupes à jouer un rôle dans les décisions affectant l'autre. Tant que les préférences étaient considérées comme uniformes, cela était sans conséquence, mais on peut interpréter la scission comme une expression de ce que les préférences n'étaient, en fait, *pas* uniformes.

¹⁴ On peut sans doute interpréter dans ces termes le choix complexe, mais logique dans cette perspective, d'autorités différentes, à savoir "communautaires" et "régionales", fait en Belgique pour exercer de manière autonome des compétences différentes dans des matières qui sont autant de biens collectifs locaux.

mais avec appui et/ou incitations de sa part. Des exemples-types en sont l'éducation, la santé, la culture, la sécurité intérieure, ou encore la politique démographique.

III. La fonction redistributive

(1) Sécurité sociale et structures fédérales

Comme on le sait, la fonction redistributive reconnue à l'Etat dans nos économies de marchés trouve sa raison d'être dans l'inaptitude de ces derniers à satisfaire spontanément certaines autres valeurs, auxquelles les membres de la Société sont tout autant si pas plus attachés qu'à l'efficacité: à savoir, celles de justice distributive et d'équité interpersonnelle. Aujourd'hui, lorsque l'on parle de "solidarité", ce sont souvent ces valeurs que l'on a en vue. Les Etats exercent la fonction redistributive principalement par les institutions de la sécurité sociale, mais en partie aussi par la fiscalité, ainsi que par un grand nombre de dispositions plus particulières telles que par exemple l'assistance publique. Dans un Etat fédéral se pose dès lors en cette matière, comme pour les autres, la question de savoir quel est le niveau approprié d'autorité à investir du pouvoir de faire les choix relatifs à la sécurité sociale (ceux relevant de la fiscalité seront traités à la section suivante).

Quelle est la nature de ces choix? Au niveau microéconomique, il s'agit de l'ampleur à donner à chacun des divers types de protection sociale qu'offre le système, c'est-à-dire à chacune des branches de la sécurité sociale: chômage, pensions, soins de santé et allocations familiales, les choix essentiels portant sur les types de risques à couvrir, ainsi que sur le degré de couverture à assurer pour chacun d'eux. Au plan macroéconomique, c'est l'ampleur globale de la redistribution ainsi opérée qui est à prendre en considération, dans la mesure où cette ampleur est susceptible mettre en cause les macro-équilibres de l'union économique et monétaire que constitue, par hypothèse, tout pays fédéral.

Enfin, en plus de ces aspects quantitatifs, qui déterminent le *contenu* de la sécurité sociale que se choisit une collectivité, celle-ci doit aussi spécifier quels individus y seront assujettis. En effet, si la sécurité sociale est "fédérale", c'est-à-dire décidée au niveau national, c'est la totalité des nationaux qui y est assujettie, et dans des termes identiques: car l'égalité de traitement est un principe majeur du système. Si en revanche la sécurité sociale est "locale", c'est-à-dire relevant de décisions autonomes de chacune des entités fédérées, le régime est alors susceptible de varier d'une composante à l'autre de la fédération, même si celles-ci traitent également leurs propres membres. La question de l'uniformité du système à travers tout le territoire, qui ne se pose pas dans les pays à structure unitaire, est forcément toujours présente dans ceux dont la structure est fédérale.

Les réponses à cette question ne sont pas unanimes, et les solutions adoptées dans les divers pays fédéraux ne sont pas identiques. Aux origines de la sécurité sociale on trouve en effet deux traditions distinctes: un modèle attribué à Bismarck, basé sur les expériences mutualistes et les mouvements corporatistes développés durant la révolution industrielle en Allemagne; et un autre modèle, lancé par Beveridge en Angleterre et d'esprit keynésien suite à la crise de 1929, basé sur un principe de protection universelle de toute la population et une gestion nationale centralisée.

Progressivement les systèmes hétérogènes d'inspiration allemande se sont laissé de plus en plus intégrer au niveau fédéral. Dans tous les pays fédéraux la législation relative aux principes de base du système de sécurité sociale, les pouvoirs judiciaires en la matière et la majeure partie du financement de la sécurité sociale relèvent de l'autorité fédérale. Côté dépenses, l'administration et la gestion des soins de santé et de l'assistance sociale sont dans plusieurs cas confiées aux entités fédérées (Etats Unis, Canada, ...). Dans certains pays, comme par exemple en Allemagne, la branche chômage est gérée par un organe tripartite de représentants des travailleurs, des employeurs et des pouvoirs publics fédéraux, fédérés et

communaux. Les branches pensions et allocations familiales restent le plus souvent gérées au niveau fédéral¹⁵.

Pour sa part, la réponse traditionnelle¹⁶ de l'analyse économique est que dans les pays où la mobilité géographique potentielle de la population est grande, notamment parce que peu entravée par des facteurs culturels tels que linguistiques par exemple (USA, Canada, Australie, Allemagne), un système centralisé, national et uniforme, est préférable. Dans l'alternative en effet, les différences de régime entraîneraient des migrations systématiques des régions à régime peu généreux vers celles à régime plus avantageux, ce qui mettrait en danger le financement du système dans les premières. La solidarité va donc de pair ici, pour une raison essentiellement migratoire, avec l'uniformité du système dans l'ensemble de la fédération.

Dans les pays où la mobilité est moins aisée, cet argument perd évidemment son importance, et il peut alors s'y substituer un autre – allant dans la direction inverse – qui est celui du respect des différences dans les préférences des citoyens en matière de redistribution. A priori, ces préférences (qui portent, comme on l'a dit plus haut, d'une part sur l'ampleur des prestations du système de protection sociale, et d'autre part sur leur financement) peuvent en effet différer: non seulement entre individus pris isolément, mais aussi entre collectivités locales auxquelles il serait demandé de s'exprimer à ce sujet, par vote par exemple¹⁷. Si, en bonne démocratie, on invoque ces préférences comme référence première pour fonder la conception des institutions en cette matière, on ne voit pas a priori pourquoi les régimes de sécurité sociale ne pourraient différer entre composantes d'une fédération. Ceci, au même titre que ce qui relève de la fonction allocative traitée à la section précédente. Mais les valeurs de solidarité, fondement même du système, ne sont-elles pas alors abandonnées?

¹⁵ Voir pour une description systématique l'étude européenne dirigée par PIETERS 1991.

¹⁶ que l'on trouve par exemple dans MUSGRAVE and MUSGRAVE 1984, pp. 513 et suiv.

¹⁷ Tel est le cas en Suisse, qui connaît un des systèmes de sécurité sociale le plus décentralisé du monde.

Cette conclusion serait trop rapide. Une réponse négative à la question tient en effet en deux points: d'une part, et comme on l'a déjà évoqué, l'égalité de traitement reste d'application à *l'intérieur* de chaque entité. D'autre part, une forme différente de solidarité reste possible *entre les entités* elles-mêmes: concrètement, par le moyen de transferts publics effectués non pas des individus vers les individus via un organisme central national, mais bien entre les institutions incarnant les régions (provinces, états ou länder) – ces transferts étant décidés volontairement par celles-ci¹⁸, typiquement par vote au sein de leurs assemblées.

Cette forme de solidarité s'exprimant (notamment) par de tels transferts entre institutions nous paraît être très caractéristique d'une structure fédérale, dont le propre est d'une part de reconnaître dans des institutions appropriées les différences entre communautés, et de fournir d'autre part des instruments de coopération volontaire – animée par la "bundestreu" – entre ces institutions.

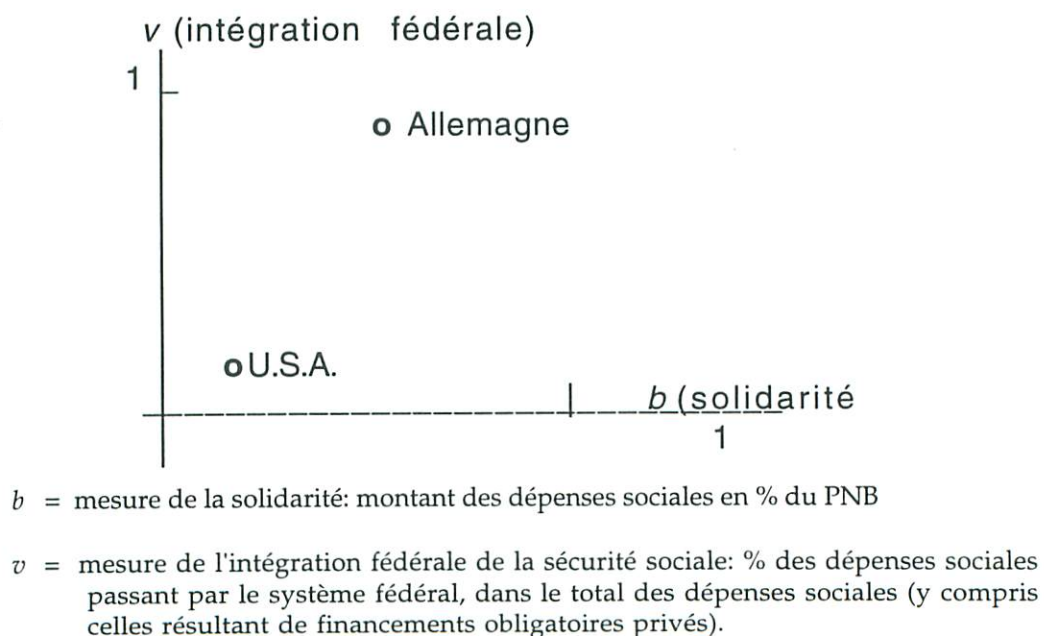
En somme, les transferts ici invoqués peuvent être vus comme la forme redistributive de la bundestreu. Cette dernière trouve d'ailleurs une autre expression dans le fait du partage des risques macroéconomiques qu'ils réalisent. Mais au lieu que ce partage soit imposé selon les règles uniformes d'un système national, la structure fédérale offre un cadre pour le rendre possible, lorsque les affinités entre composantes de la fédération vont dans ce sens.

Il reste un autre argument de nature générale qui plaide en faveur d'un système centralisé: celui de l'existence possible d'économies d'échelle dans le processus d'assurance collective que met en jeu la sécurité sociale. Fondé logiquement, l'argument demanderait toutefois une confirmation empirique. Car aux échelles qui sont en cause, le caractère croissant des rendements n'est nullement évident. S'il l'était, on devrait observer systématiquement des régimes de sécurité sociale moins développés, ou

¹⁸ Sous le régime centralisé qui prévaut actuellement en Belgique, le calcul des transferts "implicites" est fait de toutes façons; voir à ce sujet les travaux publiés par DELEECK 1991. Et c'est sans doute le fait que ces transferts soient implicites qui les fait ressentir comme imposés et non démocratiques par ceux pour qui ils sont une charge...

moins généreux, dans les petits pays que dans les grands. Or il n'en est rien. Ou alors, à développement égal, les coûts dans les premiers devraient systématiquement excéder ceux que l'on observe dans les seconds, ce qui globalement n'est pas établi, à notre connaissance. Enfin, l'argument d'économies d'échelle paraît devoir concerner surtout la gestion financière du système (un seul organisme spécialisé pouvant à la limite assurer la gestion de régimes différenciés) plutôt que le processus de détermination tant des citoyens éligibles que de l'ampleur à donner au système de protection sociale.

Sur la base de l'expérience des états fédéraux existants, peut-on dire quelque chose sur l'ampleur des protections sociales accordées et le degré de "concernement" de l'autorité fédérale par la sécurité sociale? On peut constater à cet égard, dans deux cas d'union monétaire et économique, le faible degré d'intégration fédérale de la protection sociale aux États-Unis et le fort degré d'intégration fédérale de la sécurité sociale en Allemagne. Ceci est illustré à la figure ci-dessous, qui suggère qu'une intégration fédérale s'accompagne de plus de protection.



Si l'Europe actuelle, peu intégrée mais néanmoins socialement fort avancée, se situe sans doute dans la partie inférieure droite de la figure, une

plus grande intégration de sa sécurité sociale (sous des formes qui ne doivent pas nécessairement être celles de l'uniformité), la ferait se déplacer vers le haut, mais pas nécessairement davantage vers la droite du diagramme. Toutefois, si l'équité commande le maintien dans cette partie droite, elle ne requiert pas, en elle même, une situation plus ou moins élevée par rapport à l'axe vertical.

(2) Les diverses branches de la sécurité sociale

Au delà de ces perspectives d'ensemble, considérons maintenant une à une, du point de vue de l'alternative organisation unitaire vs. organisation fédérale, les principales composantes du système de sécurité sociale. L'analyse branche par branche permet de différencier le niveau optimal d'organisation des solidarités selon la nature des risques. Dans chaque cas, il y a lieu de préciser comment et avec quelle ampleur la couverture des dépenses doit être assurée par des recettes de contributions parafiscales, par des recettes fiscales affectées et/ou par des subsides de l'État fédéral.

(a) Par les allocations de chômage, la redistribution s'opère entre les travailleurs et chômeurs. Dans chaque composante d'une fédération, comme dans un Etat unitaire, un principe de réalisme économique est que le niveau des allocation sociales réelles se situe entre deux pôles: d'une part être suffisamment élevé pour permettre aux bénéficiaires d'atteindre un niveau de revenu assurant un standard de vie minimum dans l'environnement local; d'autre part être suffisamment bas pour maintenir la motivation au travail de ceux qui financent le système. Le non respect de ce principe provoque à terme soit la faillite financière du système s'il pêche par trop de générosité, soit la migration des populations si elles ne peuvent subsister et peuvent obtenir ailleurs des revenus réels supérieurs.

Par ailleurs, le chômage est typiquement un risque social macroéconomique. Pour le couvrir il est souhaitable d'élargir au maximum la base de financement de façon à répartir le risque financier dans l'espace et dans le temps. De ce point de vue, le coût de la stabilisation conjoncturelle et

de la protection sociale par des transferts sociaux est donc d'autant plus réduit que la base du financement est vaste.

(b) Les allocations familiales opèrent une redistribution en faveur des familles avec enfants. Il s'agit en premier lieu d'alléger pour elles le coût de ceux-ci; accessoirement, on peut leur attribuer un objectif démographique. Selon les préférences en matière de politique familiale, et en fonction du degré de solidarité souhaité sous cette forme, la branche allocations familiales de la sécurité sociale peut aussi bien se situer au niveau fédéral qu'au niveau des composantes fédérées.

(c) Les pensions de retraite opèrent une redistribution entre population active et population âgée, les pensions remplaçant les revenus des bénéficiaires dès l'âge où ils cessent de travailler. Cette "assurance vieillesse" peut être constituée comme un système de capitalisation individuelle ou comme un système de répartition. Du point de vue macroéconomique, il est possible de rendre ces deux systèmes équivalents. Un système de capitalisation correctement provisionné et garanti par un mécanisme de réassurance peut donc théoriquement être géré indifféremment par le marché ou par l'Etat, a fortiori par des états fédérés ou par un état fédéral. Pourtant, dans la pratique, les états fédéraux attribuent les compétences en matière de pensions à l'échelon central.

La répartition inégale des risques démographiques combinés aux risques économiques inscrits dans la carrière économique des individus est alors absorbée par une redistribution au niveau fédéral.

(d) Enfin l'assurance soins de santé opère une redistribution entre les actifs bien portants et les malades, infirmes et invalides. Ici, trois systèmes peuvent coexister: l'assurance sociale soins de santé de base obligatoire, l'assurance complémentaire facultative offerte par les organismes assureurs de type mutualités ou étatiques, et les assurances privées. Le fait que le mode de production des soins de santé peut varier considérablement de région en région incite également à une décentralisation du contrôle de cette production au niveau de ces régions. De plus, tout ce qui peut être privatisé peut a fortiori être fédéralisé.

IV. Les finances publiques du fédéralisme

Dans tout Etat, l'exercice des fonctions tant allocative que redistributive requiert des moyens financiers. Ceux-ci sont obtenus par les instruments classiques que sont l'impôt, l'emprunt, les recettes dites "non fiscales" (c'est-à-dire obtenues par ce qui est fourni aux citoyens moyennant paiement de prix ou tarifs), et accessoirement la création monétaire.

Etant investies de l'exercice d'une partie au moins de ces mêmes fonctions, les composantes d'un Etat fédéral ont en principe à leur disposition les mêmes instruments, à l'exception toutefois de la création monétaire qui est en fait toujours du ressort de la seule fédération¹⁹. Mais il existe pour ces composantes encore un autre instrument de financement, qui découle de la nature même du système d'autorité à niveaux multiples: celui des transferts, ou "dotations", qu'elles peuvent recevoir du niveau fédéral.

La question principale que posent les finances publiques d'un Etat fédéral est dès lors celle de savoir quelle est, tant pour les composantes de la fédération que pour la fédération elle-même, la proportion appropriée de chacun de ces instruments de financement. Ainsi formulée, la question inclut notamment celle de l'attribution éventuellement exclusive de certains modes de financement à l'un ou l'autre niveau de la fédération, tout autant que celle de la faisabilité du recours simultané de plusieurs niveaux à la même forme de financement.

(1) Les formes alternatives de financement

Avant de tenter d'apporter quelques éléments de réponse à cette question qui est en fait très complexe, il peut être utile de donner une brève liste des alternatives en cause. Les modes de financement concevables au niveau des composantes d'une fédération peuvent être présentés suivant

¹⁹ Voir à la section V ci-dessous l'analyse de la fonction monétaire.

les cinq catégories ci-dessous, dont les trois premières correspondent à des sources autonomes pour les composantes de la fédération – c'est-à-dire des sources dont les composantes ont pour l'essentiel la maîtrise, tandis que les deux dernières passent nécessairement par le niveau fédéral du pouvoir:

– *sources de financement autonomes* :

1. Les recettes provenant de la fourniture de biens et services par chaque composante, moyennant prix et/ou tarifs que celle-ci fixe librement ("user charges", ou recettes non fiscales propres).
2. Les recettes provenant d'impôts décentralisés (ou recettes fiscales propres), impôts dont l'assiette et/ou les taux sont décidés par chaque composante. Ces impôts peuvent être directs (sur les personnes physiques ou sur les sociétés) aussi bien qu'indirects (accises ou TVA); on peut y joindre d'éventuelles contributions parafiscales de sécurité sociale.
3. Les recettes provenant d'emprunts émis par chaque composante.

– *sources de financement partagées*:

4. Les "dotations", montants que le pouvoir central transfère aux composantes²⁰, sur la base de divers critères (après les avoir lui-même collectés par l'un ou l'autre ou plusieurs des trois moyens ci-dessus). On distingue une grande variété de dotations: générales; spécifiques; conditionnelles (ou "matching"); avec plafond ou sans.
5. Les ristournes d'impôts centralisés, c'est-à-dire d'impôts dont l'assiette et les taux sont choisis au niveau fédéral, et dont le produit est distribué aux composantes en proportion de ce qu'elles en paient.

Il n'y a pas de réponse arithmétique unique à la question du bon "mix" entre ces cinq sources de financement – on observe en effet des situations très diverses à cet égard dans les divers Etats fédéraux de par le monde. Mais toute réponse, qu'elle soit théorique ou factuelle, fait une place à certains

²⁰ Un mécanisme inverse de dotations faites par les composantes au pouvoir central est également concevable : c'est en somme celui qui régit actuellement le financement des institutions de la CEE par les contributions des Etats membres.

facteurs qui jouent un rôle déterminant. Les deux suivants nous semblent prépondérants: la nécessité de respecter le principe de congruence, et celle de tenir compte des effets de la mobilité des assiettes.

(2) Les principes d'équivalence et de congruence : énoncé et applications

Selon un principe général d'organisation des finances publiques dit d'"équivalence"²¹, les moyens financiers recueillis par le secteur public sont à considérer comme la contrepartie des services qu'il rend; ils sont de plus à prélever auprès des citoyens qui bénéficient de ces services, et en proportion de l'avantage qu'ils en retirent. Dans le cadre d'un Etat fédéral, on peut concevoir que la récolte des montants financiers nécessaires à l'exercice de ses fonctions à chaque niveau – composantes et fédération – relève aussi de ce principe. Plus précisément, que chaque niveau dispose des compétences de prélèvement fiscal, d'emprunt et de tarification appelées autonomes ci-dessus et s'en serve pour couvrir les coûts des services qu'il fournit. A l'équivalence mentionnée ci-dessus s'ajoute ici l'idée que le niveau de décision soit aussi celui des contribuables-consommateurs concernés. Nous appellerons principe de "congruence" le principe d'équivalence ainsi élargi.

Ce principe de congruence procède d'une conception du processus d'allocation des ressources dans le secteur public qui lie les choix de dépenses à celui des recettes, et considère les votes qui les approuvent comme la sanction de ce qui est en fait un échange, entre les citoyens eux-mêmes, des premières contre les secondes.

Remarquons tout d'abord que le principe de congruence trouve évidemment son application la plus directe dans le recours aux recettes non fiscales que procurent les prix et tarifs auxquels toute autorité publique peut fournir les services dont elle a la charge. Ceci s'applique aux finances publiques fédérales tout autant qu'à celles des entités composantes.

²¹développé par exemple par DAFFLON et WEBER 1984. La littérature anglo-saxonne parle du "benefit principle". Le principe alternatif, sur lequel nous reviendrons, est celui de la capacité contributive.

Mais la raison majeure de l'invocation de ce principe en matière de finances fédérales réside dans le fait de l'existence pour les composantes des deux autres modes de financement qu'on a cités, à savoir les dotations et les impôts partagés. Venant "d'en haut", les montants qu'ils apportent sont décidés en dehors de ces composantes, alors que les décisions de dépenses restent les leurs. Cette dissymétrie de niveau dans les instances appelées à prendre les décisions de dépenses et celles de recettes engendre typiquement un phénomène appelé "illusion fiscale", sous l'influence duquel l'instance chargée des dépenses a tendance à ne pas percevoir les coûts de ce qu'elle engage. Le régime de financement des Communautés et Régions initialement adopté en Belgique, entre 1980 et 1988, reposant à près de 80% sur des dotations provenant de la fédération, souffrait manifestement de ce défaut et a correctement été appelé "fédéralisme de consommation" pour les mêmes raisons. On peut voir aussi dans le principe de congruence une notion de "responsabilité financière" des composantes, au sens où cette expression a été employée en Belgique lorsque sont intervenus les changements dans les modes de financement des composantes.

Une autre raison d'éviter les dotations réside dans la difficulté de déterminer les critères de leur attribution: faut-il prendre l'ampleur des besoins, ou plutôt l'ampleur avec laquelle chaque composante contribue fiscalement au pot commun qui permet de les distribuer? Ce second critère est en fait celui qui préside au système des impôts ristournés, auquel nous viendrons dans un instant. Si c'est au contraire le critère des besoins qui est retenu, on rencontre le problème inévitable de leur évaluation, et de leur traduction en termes de clés de partage. La négociation de celles-ci, au niveau fédéral, a toutes les caractéristiques de ce que nous appellerons plus loin (voir section VI) un jeu à somme nulle, dans lequel il y a nécessairement des perdants, à côté des gagnants.

Pour les impôts ristournés, le partage de la recette ne pose pas ces problèmes, dès l'instant où leur source est localisable. Une source possible de conflit demeure cependant au niveau fédéral, portant sur ce que ce système conserve de centralisé, à savoir la détermination d'assiettes et de taux uniformes pour tout le pays. Tout en mettant en oeuvre l'idée de responsabilité financière, ce système ne permet que la contrainte ou le

compromis si les composantes de la fédération développent des préférences différentes sur ces deux points.

Toutefois, dotations et recettes d'impôts partagés provenant de la fédération se justifient pleinement lorsqu'elles visent à financer dans les composantes des activités qui sans elles ne seraient pas réalisées, ou ne le seraient qu'insuffisamment de l'avis des instances fédérales. Il s'agit alors en effet d'une initiative de ces dernières, et celles-ci en supportent le coût, ce qui respecte le principe de congruence. Plus fondamentalement, de tels financements s'expliquent surtout comme étant l'expression d'un souci du pouvoir central de favoriser l'accès de la population dans toutes les composantes de la fédération à tels ou tels biens ou services, collectifs ou non (par exemple, un niveau commun d'éducation élémentaire), et ce au-delà de ce que veulent faire les pouvoirs autonomes de ces composantes. Il y a là un phénomène sinon de substitution des préférences fédérales à celles des composantes, au moins d'infléchissement de ces dernières, assez bien dans l'esprit des "merit goods" de la théorie des finances publiques.

Dans le même esprit, des transferts "de solidarité" entre composantes de la fédération, effectués dans le domaine de la sécurité sociale comme on l'a suggéré à la section III de ce chapitre, et organisés au niveau fédéral, ne seraient pas incompatibles, même sous forme de dotations, avec le principe de congruence, dès l'instant où ils seraient l'expression volontaire des composantes et où celles-ci en assureraient le financement par des prélèvements sur leurs moyens propres.

(3) Limite du principe dans un cadre fédéral: la concurrence fiscale

L'argument en faveur des sources de financement autonomes trouve cependant une limitation très importante dans le phénomène de la mobilité géographique des assiettes auxquelles les sources autonomes de financement peuvent faire appel. La mobilité à travers tout l'espace de la fédération, combinée à l'absence de frontières entre ses composantes, implique évidemment que si les taux d'imposition ou de prélèvement diffèrent entre celles-ci, ces différences influenceront les agents économiques dans la localisation de leurs activités (localisation des transactions, en fonction des

impôts indirects; localisation des domiciles ou résidences ainsi que des sièges d'activité, en fonction des impôts directs).

Typiquement, les composantes pratiquant des taux plus élevés verront une partie de leurs contribuables émigrer vers celles dont les taux sont plus faibles, et devront réduire d'autant les services publics qu'elles peuvent offrir à la population qui reste. Pour éviter ce phénomène, ou ramener chez elles les activités qui auraient émigré pour cette raison, les premières seront alors amenées à réduire leurs prélèvements fiscaux et autres. Mais les secondes pourraient à leur tour réduire encore davantage les leurs... Ce phénomène, connu sous le nom de "concurrence fiscale", ne conduit pas nécessairement à la ruine du secteur public, ni de l'économie de la fédération; il converge plutôt vers un certain équilibre²², qui reflète les différences de préférences entre citoyens-contribuables dans les diverses composantes. On peut montrer aussi que, au départ de cet équilibre, des accords de coopération librement négociés et consentis entre composantes (plutôt qu'imposés par l'instance fédérale) permettent de corriger les effets dommageables de la concurrence fiscale.

Comme la concurrence fiscale résulte de la mobilité géographique, il est clair que les sources autonomes de financement qui y sont les moins sensibles sont celles qui reposent sur des assiettes que l'on ne peut déplacer: les impôts fonciers par exemple. En ce qui concerne les autres impôts directs, en l'occurrence ceux des personnes physiques et des sociétés, c'est la mobilité de leur localisation qui est en jeu. Pour les personnes, on peut sans doute invoquer ici à nouveau les considérations faites plus haut à propos des facteurs culturels, notamment linguistiques, qui peuvent s'avérer être des facteurs d'immobilité plus forts que les seules différences fiscales. En ce qui concerne les sociétés, on doit s'attendre à ce que le facteur économique soit en revanche nettement prépondérant.

²² Dont les propriétés ont été analysées dans TULKENS 1984 et les commentaires de d'ALCANTARA qui l'accompagnent. Notons qu'il s'agit ici essentiellement de la concurrence en matière de *taux*; celle qui porterait sur le choix des assiettes n'a guère fait l'objet d'analyses approfondies.

(4) *L'emprunt*

Comme source de financement des composantes d'une fédération, l'emprunt ne pose pas de problème de principe, mais il requiert de la coordination quant à son opportunité macroéconomique au niveau de l'union économique et monétaire.

La possibilité de recourir à l'emprunt dépend évidemment en premier lieu du degré de confiance que les composantes peuvent inspirer aux prêteurs éventuels. Cette confiance peut parfaitement exister. Toutefois, il est totalement dans l'esprit du principe de congruence de *ne pas* y joindre un système de garantie fédérale: l'effet de celle-ci serait inévitablement de donner aux citoyens-contribuables des autres composantes l'impression qu'ils pourraient avoir à payer les excès budgétaires de certaines d'entre elles.

L'impact macroéconomique requiert quant à lui de la coordination en raison de la double interdépendance entre composantes qui résulte de ce que d'une part elles accèdent au même marché des capitaux et y influencent donc les taux d'intérêt qu'elles ont toutes à payer, et que d'autre part l'état de l'endettement global du pays n'est pas sans effet sur le taux de change de la monnaie commune. Chaque composante d'une fédération, si elle a le pouvoir d'emprunter, exerce donc une externalité macroéconomique sur les autres, dont sans doute seule l'autorité fédérale peut maîtriser correctement les effets.

V. La fonction monétaire

Historiquement, tous les Etats-nation se sont dotés d'une banque centrale, investie en monopole du pouvoir de la création monétaire. Au delà des explications purement politiques de ce phénomène, la raison économique principale qu'on peut lui trouver, au moins dans le cas des Etats modernes, est que la souveraineté monétaire ainsi instaurée leur permet d'espérer maîtriser le niveau général des prix, donc l'inflation, ainsi que le niveau du taux de change de la monnaie nationale face à celles des autres nations.

La perspective historique suggère ainsi que l'union monétaire est une condition nécessaire au fédéralisme, et même au confédéralisme: à notre connaissance, il n'y a tout simplement pas de pays sans union monétaire. Mais celle-ci n'est pas une condition suffisante pour la naissance d'une nation fédérale : il existe en effet des unions monétaires entre pays, sans que pour autant soient établis entre eux des liens de fédéralisme, comme c'est le cas par exemple pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

De la même manière, l'existence d'un marché commun n'implique pas automatiquement ni le confédéralisme ni à fortiori le fédéralisme: pour permettre le libre échange, il suffit en effet d'un traité qui en fasse respecter les règles dans la zone considérée, comme ce sera le cas par exemple pour l'"Espace Economique Européen" récemment établi entre la CEE et l'AELE. Le bon fonctionnement d'un marché commun n'implique pas davantage la nécessité d'une monnaie unique, ni celle d'une politique monétaire unique: tant que les monnaies restent convertibles et que les capitaux circulent librement d'un Etat de la zone à un autre, les échanges générateurs de progrès économique restent possibles.

Qu'est-ce qui pousse alors des nations, comme aujourd'hui celles de la Communauté Européenne par exemple, à envisager de renoncer à la souveraineté monétaire et à la maîtrise de leur taux de change? Dans le même sens, pourquoi des entités fédérées s'abstiennent-elles de rechercher de tels pouvoirs? A cet égard, quatre types d'arguments sont présentés ci-dessous: la charge des coûts de transaction qu'entraîne la diversité des

monnaies; la désirabilité de la stabilité des prix et des taux de change; l'absence de crédibilité de stratégies monétaires purement nationales quant à ces deux formes de stabilité; et enfin une inefficacité intrinsèque de ces stratégies dans un monde interdépendant.

(i) En régime de monnaies multiples, les agents économiques opérant sur un espace géographique plus large que celui d'une seule monnaie voient inévitablement leurs transactions grevées par deux catégories de coûts supplémentaires: d'une part ceux qui sont associés au risque de change, d'autre part ceux de l'intermédiation financière rendue nécessaire par les opérations de conversion des monnaies entre elles. Ces coûts étant absents en régime de monnaie unique, les prix s'en trouvent allégés d'autant et les pressions compétitives peuvent s'exercer avec un obstacle de moins, au bénéfice final des consommateurs.

(ii) La stabilité, tant au niveau des prix qu'au niveau des taux de change, est quant à elle économiquement souhaitable dans la mesure où elle est recherchée par les investisseurs et autres agents de l'économie opérant à moyen et long terme. Ceux-ci se basent en effet sur la fonction de "signal" qu'exercent les prix dans l'économie, pour prendre leurs décisions. Dans de bonnes conditions concurrentielles, ces décisions sont aussi, on l'a dit plus haut, les plus efficaces. Mais lorsque les variations des taux d'inflation dans une zone monétaire, et/ou celles des taux de change entre zones sont fréquentes et imprévues, elles déjouent les calculs économiques les plus serrés, et introduisent par là des coûts intempestifs, donc des distorsions.

(iii) Le troisième argument²³ est celui de la non-crédibilité, auprès des ressortissants de chaque composante d'une fédération, de stratégies monétaires purement autonomes de stabilisation des prix. Lorsque les interdépendances économiques entre ces composantes sont importantes, les mouvements de prix survenant dans une région se transmettent dans les autres comme par contagion, à l'occasion des multiples transactions industrielles, commerciales et financières qui matérialisent précisément

²³ Pour plus de détails sur celui-ci ainsi que sur l'argument suivant nous renvoyons à l'étude fouillée de DE CROMBRUGGHE 1991, dont nous nous inspirons ici.

cette interdépendance. Prétendre contrôler ces effets par la politique monétaire est jugé par beaucoup soit comme illusoire — la banque centrale devant finalement s'ajuster aux pressions des marchés, ou encore les institutions ne concentrant pas effectivement dans une seule main les responsabilités de la politique monétaire et de la politique de taux de change — soit comme trop coûteux, en termes du chômage et des risques de récession que provoquerait une politique plus restrictive et plus anti-inflationniste que celle des voisins. La crédibilité d'une politique monétaire autonome s'avère ainsi fragile.

(iv) Quatrième et dernier argument: celui de l'inefficacité de politiques monétaires autonomes. Il découle de la nature de la concurrence qui s'instaure entre nations dans le domaine monétaire: du fait du nombre nécessairement petit des parties en cause, cette concurrence est de type monopolistique. Ceci a pour caractéristique que chaque nation, lorsqu'elle cherche par l'action de sa banque centrale à affecter l'équilibre des marchés dans le sens qu'elle juge souhaitable, anticipe également les réponses des autres nations à sa stratégie et doit s'y adapter. Il en résulte des modifications de ce qui serait souhaitable, dans le seul but de tenter d'influencer les décisions des autres nations. Or ces adaptations ne sont pas neutres: elles mettent en jeu des ressources et provoquent des gains ou des pertes chez divers agents économiques, qui autrement ne surviendraient pas. La concurrence s'avère ainsi coûteuse pour les collectivités en cause.

Tel fut le cas lors des dévaluations compétitives que l'on a connues lorsque toutes les nations désiraient augmenter simultanément le niveau de leur activité et de leur emploi (la grande crise des années trente); et lors d'appréciations compétitives des monnaies lorsque toutes désiraient combattre l'inflation simultanément (début des années quatre vingts).

L'union monétaire élimine ce type de concurrence monétaire monopolistique ainsi que tout problème de crédibilité au niveau des composantes fédérées, puisqu'il y a un taux de change fixe. D'autre part, la fédération et ses composantes disposent par ailleurs d'un nombre suffisant d'autres instruments, en l'occurrence fiscaux et budgétaires, pour contrôler l'inflation, l'activité économique et les échanges aux différents niveaux.

Les arguments qu'on vient de présenter peuvent être invoqués aussi bien au niveau international qu'à celui des relations entre entités fédérées. Conduisent-ils pour autant à devoir prôner une seule monnaie a niveau mondial? La réponse est négative, dans la mesure où ce qui a été dit n'est valable que pour des entités ayant entre elles des relations économiques importantes. La limite aux avantages de l'intégration monétaire apparaît à partir du moment où ces relations sont ténues, occasionnelles, ou de peu d'importance. Partant de la constatation que tous les pays ne sont pas liés entre eux de manière également étroite, mais que seulement des sous-ensembles de ceux-ci le sont (sous-ensembles qui d'ailleurs peuvent se recouvrir), on est conduit à concevoir des "zones" d'intégration monétaire où les avantages de conditions monétaires uniformes l'emportent sur ceux que peuvent apporter des politiques différenciées. C'est la notion de "zones monétaires optimales" développée par une partie de la littérature de macroéconomie internationale.

Transposant ce concept dans notre discussion de la fonction monétaire dans une fédération, il nous semble correct de conclure que l'unité monétaire qui caractérise les fédérations est l'expression de ce que celles-ci constituent des zones monétaires sinon optimales du moins de taille souhaitable minimale — en raison, répétons-le, de la structure des échanges tant entre les composantes de la fédération qu'entre celles-ci et le reste du monde. Lorsque cette condition n'est pas remplie, les raisons d'un lien monétaire sont faibles et, partant, celles d'un lien fédéral le sont aussi.

VI. Le fédéralisme comme formes de coopération, entre l'unitarisme et l'indépendance

Jusqu'ici, nous avons présenté le fédéralisme comme une structure statique de pouvoirs de décision autonomes et hiérarchisés, opérant dans le cadre d'une union économique et monétaire garante du bon fonctionnement des lois du marché.

Dans une perspective temporelle, cette structure est nécessairement évolutive. On peut distinguer deux types de dynamiques fédérales: l'une dans laquelle des entités indépendantes s'associent pour former une fédération (l'Europe, par exemple), ce que nous appellerons une dynamique d'"association", et l'autre dans laquelle un état unitaire reconnaît de manière croissante dans ses institutions les différences entre ses composantes (cas de la Belgique depuis 1960). Nous l'appellerons dynamique de "différenciation".

Dans les deux cas, ces processus peuvent avoir lieu de façon librement consentie par la majorité de la population, ou être imposés par la force ou la conquête. Ils peuvent aussi résulter de l'évolution des interdépendances et des intérêts économiques objectifs (accès à la mer, à des bassins miniers, spécialisations en fonction d'avantages comparatifs ou de caractéristiques culturelles, etc.). Il est toutefois bien difficile d'identifier quels facteurs sont décisifs pour expliquer le sens dans lequel se font les évolutions, tantôt vers l'association, tantôt vers la différenciation.

Au delà des faits que seuls les historiens sont à même d'interpréter de manière suffisamment autorisée, la théorie économique – qui puise ici dans une discipline connexe, la théorie des jeux – suggère cependant la manière suivante de structurer la réflexion. A priori, les partenaires potentiels d'une fédération se trouvent dans l'une des trois situations possibles: (1) rester indépendants; (2) s'unir en un état centralisé; (3) former une fédération²⁴.

Le premier cas est celui où chaque entité forme un état indépendant, organisant ses interdépendances avec les autres par les seules voies de l'ordre international, qui sont celles du bon voisinage. On est ici dans le cas extrême de la différenciation, la fédération n'existe pas – ou n'existe plus. Dans ce cadre, chaque état est amené à choisir ses politiques, notamment économiques, en maximisant son avantage national et en considérant comme donné, et hors de sa portée, ce que font les autres. La théorie des jeux qualifie ces situations de "non-coopératives", et la théorie économique analyse abondamment les équilibres au sens de Nash qui en résultent.

²⁴ ou confédération, modalité sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Dans le deuxième cas, où les entités en cause s'unissent en un pays centralisé et unitaire, les différences entre celles-ci ne trouvent plus guère d'expression institutionnelle spécifique. Au contraire, une structure de décision unique instaure des règles qui sont voulues comme uniformes. C'est là une forme extrême de l'association. Une de ses caractéristiques, que la théorie des jeux aide également à identifier, est qu'un grand nombre des décisions à prendre entre partenaires a la forme de partages, c'est-à-dire de jeux dits "à somme nulle", où ce que gagnent les uns est nécessairement perdu par les autres. Ceci est une conséquence logique de la centralisation des compétences. Dès lors, si coopération il y a dans l'Etat unitaire, celle-ci est souvent forcée — surtout pour la minorité — car le système ne comprend pas de modalité alternative de prise de décision collective.

Entre ces deux extrêmes, la troisième voie, fédérale, nous paraît devoir être caractérisée par deux traits essentiels. Tout d'abord, par le fait que les différences entre partenaires y sont reconnues explicitement par des institutions appropriées, chaque composante gardant ainsi son identité et ses caractéristiques. Ensuite, par le fait que *deux* modes alternatifs et complémentaires de coopération entre partenaires peuvent s'y développer: la coopération "intégrée" d'une part, la coopération "volontaire" d'autre part.

La coopération intégrée est celle en vertu de laquelle est confié au niveau fédéral ce que les parties acceptent de voir décidé par celui-ci de manière centralisée. Dans le domaine économique, tout ce qui a trait à l'union économique et monétaire — sans laquelle il n'y a pas de fédération, comme on l'a montré plus haut — relève certainement de la coopération intégrée. D'autres matières peuvent évidemment y être ajoutées, si les parties le veulent ainsi. Ce sera surtout le cas pour des questions portant sur le long terme. Par ailleurs, la sanction qui accompagne les désaccords éventuels à ce niveau est la mise en danger de la fédération elle-même.

La coopération volontaire au contraire est celle qui, tout en portant sur des matières dévolues aux entités fédérées, organise entre celles-ci des accords librement consentis par elles (en Belgique on les appelle accords "de concertation"). Ici, la fédération apparaît comme ce que décrit cette fois la

théorie des jeux dits "coopératifs", où les accords comportent toujours des gains bien identifiés pour chacune des parties. Mais contrairement au cas de ce qui relève de la coopération intégrée, c'est-à-dire centralisée, lorsqu'un gain à obtenir ne peut être identifié pour chacun, il reste possible pour chaque composante de s'en remettre à une action indépendante, non coopérative, sans détruire pour autant la fédération.

C'est sans doute une des spécificités du système institutionnel fédéral que de comporter dans l'exercice de certaines compétences l'alternative de décisions autonomes ou décisions coopératives, celles-ci pouvant être à leur tour de type soit volontaire soit intégré.

Par rapport à la situation d'états séparés concluant entre eux des traités, la conclusion accords de coopération volontaire à l'intérieur d'une structure fédérale est typiquement plus souple et plus directe; elle permet aussi l'expression plus ample de loyautés mutuelles. Par rapport à la coopération forcée de l'état unitaire, la structure fédérale rend possible que la coopération soit volontaire.

La distinction qu'on vient de faire entre deux formes de coopération que peuvent instaurer entre elles les composantes d'un même état peut sans doute éclairer la distinction entre confédération et fédération: plus les domaines de coopération entre composantes sont de type "intégré", plus près l'on se trouve de la fédération; inversement, plus les matières sujettes à coopération le sont sous forme "volontaire", plus proche on est de la confédération. Et c'est sans doute l'ampleur des matières qui, à un titre ou à un autre, font l'objet de coopération qui détermine, en dernière analyse, s'il y a Etat ou non.

* * *

En résumé le fédéralisme, en posant la question des formes alternatives d'organisation d'un Etat à multiples composantes, suggère qu'à côté de la forme non coopérative de la totale indépendance entre celles-ci, il en existe *plusieurs* autres. Il suggère de plus, et surtout, que ces diverses

autres formes peuvent donner lieu, selon leur structure, soit à des jeux à somme nulle, nécessairement conflictuels parce qu'imposant une coopération forcée — c'est le cas de la forme unitaire; soit à des jeux à somme non nulle, qui incitent à la coopération lorsqu'elle est désirée par toutes les parties mais permettent tout autant un repli sur soi honorable dans les matières où ce désir n'est pas partagé par toutes les parties — c'est le cas de la forme fédérale.

Le raisonnement économique peut relayer ces distinctions en suggérant que le sens d'un processus de fédéralisation, centrifuge ou centripète, est à rechercher dans la perception par les acteurs institutionnels de l'importance des avantages relatifs, pour eux-mêmes comme pour ceux qu'ils représentent, de stratégies coopératives fédérales par rapport à des stratégies non-coopératives d'indépendance.

L'expression "fédéralisme d'union", fréquemment utilisée en Belgique, peut trouver dans cette perspective une signification profonde: celle qui, au-delà des matières évidemment laissées aux composantes autonomes de la fédération, reconnaît la coexistence des deux formes possibles de coopération que sont la coopération volontaire et la coopération intégrée. En réalisant l'importance de la première, par l'adoption d'institutions fédérales promouvant cette coopération, plutôt qu'en ne prônant que la forme intégrée, on respecte mieux la nature fondamentalement diversifiée de ce que l'on veut voir uni. On rend aussi l'union plus durable.

Références bibliographiques

- BRETON, A. 1965, "A Theory of Government Grants", *Canadian Journal of Economics and Political Science* 31, 175-187 (May).
- DAFFLON, B. et WEBER, L. 1984, *Le financement du secteur public*, Presses Universitaires de France, Paris.
- DE CROMBRUGGHE, A. 1991, "L'union monétaire belge: une approche stratégique" Rapport n° 4 du Centre Interuniversitaire d'Etudes du Fédéralisme, Bruxelles.
- DELEECK, H. 1991 (ed.), *Sociale zekerheid en federalisme*, Die Keure, Brugge.
- JACQUEMIN, J. et TULKENS, H. 1986, *Fondements d'économie politique*, 2e édition, De Boeck-Université, Bruxelles
- MUSGRAVE, R. 1959, *The Theory of Public Finance*, McGraw-Hill, New York.
- MUSGRAVE, R. and MUSGRAVE, P. 1984, *Public Finance in Theory and Practice*, 4th edition, McGraw-Hill, New York.
- OATES, W. 1972, *Fiscal Federalism*, Harcourt, Brace Jovanovitch, New York.
- PIETERS, D. 1991 (ed.), *Introduction au droit de la sécurité sociale des pays de la Communauté européenne*, Bruylant, Bruxelles et Maklu, Antwerpen.
- STIGLITZ, J. 1986, *The Economics of the Public Sector*, New York.
- TULKENS, H. 1985, "Analyse économique de la concurrence entre juridictions fiscalement souveraines", *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances, Bruxelles), septembre, pp. 44-60; suivi d'un commentaire par G. d'Alcantara.

DISCUSSION PAPERS

RECENT TITLES

1990

- 9001 A. STEINHERR, Ch. HUVENEERS, Universal Banks: The Prototype of Successful Banks in the Integrated European Market? A View Inspired by the German Experience.
- 9002 H. SNEESSENS, Structural Problems and Quantity Constraints in Macroeconomic Models.
- 9003 O. LICANDRO, Uncertainty and Tobin's Q in a Monopolistic Competition Framework.
- 9004 F. FORGES, J.-F. THISSE, Game Theory and Industrial Economics: An Introduction.
- 9005 G. PFANN, Economic Crisis and the Asymmetric Multivariate Flexible Acceleration Model.
- 9006 M. GERMAIN, Le Principe de Conservation de la Matière dans le Cadre du Modèle d'Harrod-Domar.
- 9007 C. ARNSPERGER and D. DE LA CROIX, Wage Bargaining with a Price-Making Firm: Right-to-Manage and Efficient Bargaining.
- 9008 M. DE VROEY, Crise du Marxisme: L'Aspect Théorique.
- 9009 A. RODRIGUEZ HERRERA, La Firme dans la Théorie Néoclassique.
- 9010 D. DE LA CROIX, O. LICANDRO, Investment Under Demand Uncertainty and Capacity Constraints: An Empirical Application to Belgium.
- 9011 P. SIMMONS and D. WEISERBS, Consumer Price Perceptions and Expectations.
- 9012 R. GILLET, Processus d'Evolution du Prix des Actions en Temps Continu et Efficience du Marché Boursier.
- 9013 D. DE LA CROIX, Wage Bargaining, Social Security and Capital-Labour Substitution.
- 9014 Ch. ARNSPERGER, Information Failures and Wandering Systems in Keynesian Economics - Clower-Leijonhufvud Revisited.
- 9015 Ch. ARNSPERGER and D. DE LA CROIX, Union Power and Price Fixation: A General Equilibrium Perspective.
- 9016 H. YAMAWAKI, Exports and Foreign Distributional Activities: Evidence on Japanese Firms in the United States.

1991

- 9101 R. GILLET, Efficience informationnelle du marché boursier: définitions, tests empiriques et interprétation cohérente des résultats
- 9102 H. ENTORF, Real Business Cycles: Is Neglecting Demand Shocks Justified ?
- 9103 M. LUBRANO, Testing For Unit Roots Cointegration in a Bayesian Framework.
- 9104 J. BUGHIN, Testing Oligopolistic Behavior within an Efficient Wage Bargaining Model.
- 9105 R. GILLET, l'efficience informationnelle du marché boursier : aspects théoriques et empiriques.
- 9106 J. BUGHIN, An Analysis of the Supplier-Induced Demand in the Hospital Sector : Switching Regime Estimates for Belgium.
- 9107 R. ANDERSON and A. POWELL, Markets, Stabilisation and Structural Adjustment in Eastern European Agriculture.
- 9108 H. BOGAERT, T. DE BIOLLEY, J. VERLINDEN, L'ajustement des salaires face aux chocs pétroliers et les réponses de la politique économique.
- 9109 M. TUTUNCU, Valuation of the Shares of a Labor-Managed Firm.
- 9110 R. GILLET, Efficience informationnelle de la bourse de Bruxelles : une synthèse.
- 9111 H. SNEESSENS, Contraintes de débouchés, capacités de production et chômage dans un modèle macroéconomique avec concurrence imparfaite.
- 9112 J. BUGHIN, Wage Premia, Price-Cost Margins and Bargaining over Employment in Belgian Manufacturing : an Analysis of Distinct Behavior among Various Skilled Workers.
- 9113 H. ENTORF, Anticipatory Survey Data in Leading Indicators : Gains from Using Data at Sectoral Level and Responses in Non-Balanced Form.
- 9114 B. CLERFAYT et M. GERMAIN, Un modèle macroéconomique KKC.
- 9115 D. DE LA CROIX, Wage Interdependence Through Decentralized Bargaining - a Survey -.

- 9116 R. ANDERSON and CH. L. GILBERT, Four articles on Commodities : Commodity Agreements, Commodity Markets, Cornering the Market and Cross Hedging.
- 9117 J. BUGHIN, Short-Run Production Uncertainty and the Theory of the Firm : The Impact of Union-Firm Bargaining.
- 9118 G. BERTOCCHI and Michael SPAGAT, Learning, Experimentation and Monetary Policy.
- 9119 M. DE VROEY, Labour Rationing, Involuntary Unemployment, Under-employment, and Malemployment. A Conceptual Elucidation.
- 9120 D. DE LA CROIX, Externalities in Wage Formation and Equilibrium Unemployment

1992

- 9201 J. BUGHIN, Union-Firm Bargaining and the Influence of Output Market Power and Production Technology on the Firm Systematic Risk.
- 9202 H. ENTORF, Overtime Work, Non-Wage Labour Costs and Structural Mismatch : Some Extensions of the "European Unemployment Programme" Framework.
- 9203 J. BUGHIN, Union-Firm Efficient Bargaining and Test of Oligopolistic Conduct.
- 9204 O. LICANDRO, A Non-Walrasian General Equilibrium Model with Monopolistic Competition and Bargaining.
- 9205 D. de la CROIX and O. LICANDRO, The Q Theory of Investment under Unit Root Tests
- 9206 G. BERTOCCHI and Y. WANG, The Real Value of Money under Endogenous Beliefs.
- 9207 J. BUGHIN and P. CREVITS, A Macroeconometric Model of Social Security and Juvenile Unemployment with Smooth Quantity-Constraints.
- 9208 B. MAILLARD and H. SNEESSENS, On the Modelling of Quantity Constraints : An Empirical Point of View.
- 9209 PH. DE VILLE and M. GERMAIN, Income Distribution Consensus and Macroeconomic Stability in a New Keynesian Framework.
- 9210 P. DEHEZ et J.-P. FITOUSSI, Revenu minimum, allocations-chômage et subventions à l'emploi : un modèle macroéconomique simple.
- 9211 X. WAUTHY, Exogenous Shocks and Pricing Patterns in Oligopoly.
- 9212 R. BOUCEKKINE, Simulations stochastiques et anticipations rationnelles.
- 9213 J. BUGHIN, The Relationship between Union Wage Claims and the Constituents of Firm's Rents : a Theoretical Appraisal.
- 9214 R. ANDERSON, M.L. DEBATISSE et I. TSAKOK, Commodity Risk Management in Liberalizing Economies : Three Case Studies.

- 9215 R. ANDERSON, Market Stabilization and the Reform of the Common Agricultural Policy.
- 9216 X. WAUTHY, Matching in the Presence of Heterogenous Skills : an Application of the Vertical Differentiation Theory.
- 9217 J. BUGHIN, Bargaining Over Employment as a Firm Strategic Choice
- 9218 J. BUGHIN, Strategic Managerial Incentives in an Unionized Duopoly.
- 9219 I. CASSIERS, Managing the Franc in Belgium and France : The Economic Consequences of the Exchange Rate Policies 1925-1936.
- 9220 D. DE LA CROIX, Union-Firm Bargaining, Investment and Equilibrium Unemployment.
- 9221 A. STEINHERR and Ch. HUveneERS, On the Performance of Differently Regulated Financial Institutions : Some Empirical Evidence.
- 9222 H.R. SNEESSENS and M.L. STEFANI, Asymmetric Information, Credit Constraints and Investment : a General Equilibrium OLG Model.

1993

- 9301** PH. MONGIN, L'optimisation est-elle un critère de rationalité individuelle ?
- 9302** D. de la CROIX, Wage Interdependence and Competitiveness.
- 9303** P. SIMMONS and D. WEISERBS, Inflation and Bond Yields.
- 9304** R.W. ANDERSON and N. CAKICI, The Value of Deposit Insurance in the Presence of Interest Rate and Credit Risk.
- 9305** G. d'ALCANTARA et H. TULKENS, Economie et Fédéralisme.

Copies of the Discussion papers can be obtained from :
Mrs M. NEYTS, Département des Sciences Economiques - IRES
Place Montesquieu, 3 - 1348 Louvain-la-Neuve Belgium

BULLETIN DE L'IRES

TITRES RECENTS /

RECENT TITLES

1990

- 142 B. VAN DER LINDEN, Dans quelle mesure une diminution des cotisations patronales de sécurité sociale stimule-t-elle l'emploi ?
- 143 Ph. DEFEYT, L'emploi et le coût du travail. Pourquoi, pour qui et comment réduire le coût du travail ?
- 144 O. LEFEBVRE, Caractéristiques de l'intermédiation financière et conditions de la sécuritisation en Belgique.
- 145 V. KOMAREK, East European Governments in East-West Economic Relations : The Role of Czechoslovakia.
- 146 D. DE LA CROIX, Un modèle explicatif des politiques sociales.
- 147 J. LUIS PEREZ, Offre et demande d'emplois: le chômage en Belgique de 1984-1988.
- 148 Ph. DEFEYT, P.-M. BOULANGER et A. LAMBERT, Soins de santé et santé publique: la dimension régionale.
- 149 M. VAN OVERBEKE, Comportement des stocks et fluctuations conjoncturelles.

1991

- 150 Ph. DEFEYT, La situation sociale et économique en Wallonie : bilan et perspectives.
- 151 Ph. DEFEYT, L'harmonisation de la fiscalité indirecte en Europe "Les propositions de la Commission.
- 152 Séries de base de l'économie belge.
- 153 P.-M. BOULANGER, Ph. DEFEYT et A. LAMBERT, Vieillissement démographique, sécurité sociale et finances publiques : perspectives d'avenir et choix politiques.
- 154 Ph. DEFEYT, De la régionalisation de la sécurité sociale à la communautarisation des soins de santé.
- 155 B. VAN DER LINDEN, Structuration des politiques belges à l'égard des sans-emploi.
- 156 Ch. HUVEENEERS et H. YAMAWAKI, La compétitivité des entreprises belges et japonaises.
- 157 H.R. SNEESSENS et F. METHA, Contraintes de débouchés, salaires réels et emploi.
- 158 R. TRIFFIN, The IMS (The International Monetary System... or Scandal ?) and The EMS (The European Monetary System - or Success).

1992

- 159 B. VAN DER LINDEN, Le chômage et sa durée en Belgique : une approche en termes de flux.
- 160 J.-P. BINAME et CH. GUENE, Incidences économiques sectorielles du recyclage des déchets ménagers. Les secteurs du papier, du verre creux, du plastique et de la récupération en Wallonie.
- 161 B. DELVAUX et J. VERLY, Les bas salaires en Belgique.
- 162 Statistiques économiques belges séries mensuelles et trimestrielles.
- 163 H. SNEESSENS et B. VAN DER LINDEN, De l'optimalité des systèmes d'assurance-chômage : quelques réflexions.

<p>Les Bulletins de l'IRES peuvent être obtenus auprès de: Mme A.-M. SCALLIET, Département des Sciences Economiques - IRES Place Montesquieu, 3 - 1348 Louvain-la-Neuve Belgique Le prix moyen d'un Bulletin est de l'ordre de 200FB</p>

<p>Copies of the "Bulletin de l'IRES" can be obtained from : Mrs A.-M. SCALLIET, Département des Sciences Economiques - IRES Place Montesquieu, 3 - 1348 Louvain-la-Neuve Belgique The average price around BF 200.00 for a single copy</p>
--

